

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 118 (1973)  
**Heft:** 7

**Artikel:** L'attitude actuelle de la jeunesse à l'égard de l'armée et de la défense nationale  
**Autor:** Rapp, Georges  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-348552>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

---

# Revue militaire suisse

Fondée en 1856 – Paraît tous les mois

**Rédacteur en chef:** Lieutenant-colonel EMG M.-H. Montfort

**Rédacteur adjoint:** Lieutenant-colonel EMG Frédéric de Mulinen

**Administrateur:** Major E. Juvet

**Administration et édition:**

Association de la Revue militaire suisse, 39, av. de la Gare, 1003 Lausanne, tél. (021) 20 31 51.  
Chèques post. 10-5209 – **Impression et expédition:** Imprimeries Réunies S.A., 33, avenue de la Gare, Lausanne – **Annonces:** Permédia, département de Publicitas S.A. pour la presse périodique, 9-11, rue du Prince, 1211 Genève 3.  
Permédia - 6002 Lucerne Hirschmattstrasse, 36 Tél. (041) 23 66 66

---

<b>TARIF DES ABONNEMENTS:</b>	<b>Suisse</b>	1 an: Fr. 26.—	<b>Prix du numéro</b> Fr. 3.—
	<b>Etranger</b>	1 an: Fr. 32.—	

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier et continuent jusqu'à révocation écrite.  
Une durée intermédiaire n'est acceptée que l'année de souscription.

---

## L'attitude actuelle de la jeunesse à l'égard de l'armée et de la défense nationale

Une institution, telle que l'armée de milices, qui impose à ses membres un sacrifice important de leurs libertés et de leurs aises à des fins supérieures, totalement étrangères aux préoccupations de la vie quotidienne, n'est jamais populaire, surtout si les fins mêmes n'apparaissent plus clairement aux yeux des citoyens-soldats. Au temps de notre jeunesse et de celle de nos parents et grands-parents, on a toujours « rouspété », il est vrai, contre les servitudes de la vie militaire; on les supportait pourtant; cette attitude faisait en quelque sorte partie intégrante de notre folklore milicien. A une certaine époque pourtant dramatique, et déjà reculée, de notre existence nationale, il n'est pas jusqu'aux officiers qui n'essayassent même de se dérober aux obligations de leur fonction, si nous en croyons tel passage d'un rapport confidentiel de l'Inspecteur général des milices du canton de Vaud, présenté à son gouvernement à la fin de l'année 1813. Evoquant « l'indifférence, le peu d'instruction du plus grand nombre d'officiers dans tous les corps et qui, sous le plus léger prétexte, demandaient leur démission », celui-ci rappelait au Conseil

d'Etat que « le système d'exemption tue notre esprit militaire et qu'il faut se hâter de le restreindre si l'on ne veut pas voir une désertion complète des plus propres à bien servir ».

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, puis dès l'atténuation de la guerre froide qui prit la relève du conflit de 1939-1945, une certaine désaffection s'est manifestée, on le sait, à l'égard de l'armée et de la défense nationale. Les reflets de ce phénomène dans la littérature et dans la presse, parlée ou écrite, n'échappent à personne. Celui-ci affecte surtout la génération qui a atteint l'âge adulte après la période stalinienne; il a gagné en ampleur à mesure que se prolongeait le drame de la guerre du Vietnam. Plongeant ses racines dans l'antimilitarisme congénital de l'idéologie socialiste du XIX<sup>e</sup> siècle, il a pris ses formes extrêmes dans l'objection de conscience des Témoins de Jéhovah, puis dans le refus de servir de divers conscrits pour des motifs d'un idéalisme humanitaire à coloration plus ou moins chrétienne. Enfin sont venus les gauchistes anarchisants, qui ont renforcé l'opposition doctrinale des communistes orthodoxes hostiles à l'armée, non pas en tant que telle, mais considérée comme l'un des instruments d'oppression de la classe capitaliste. Ces milieux, peu nombreux, mais actifs surtout en Suisse romande, à Bâle et à Zurich, prononcent depuis quelques mois un effort particulier de propagande par la distribution de pamphlets et de tracts dans les écoles, les centres d'apprentissage, sur les places d'armes et même aux cours de répétition. Les tentatives faites l'an passé aux écoles de recrues de Genève et de Lausanne et les résultats partiels qu'elles ont obtenus dans ces cas très particuliers sont encore dans toutes les mémoires.

Mais ce ne sont là que des exemples extrêmes et d'une importance très relative. Quelles caractéristiques présente l'attitude à l'égard de l'armée de l'ensemble des jeunes gens aptes à servir entre l'âge de l'adolescence et celui de leur première instruction militaire?

De bonnes études ont été consacrées à ce problème au cours de ces dernières années, notamment celle d'un médecin, le Dr Urs Baumann, directeur du service psychologique de l'Institut médical pour l'aviation, parue dans *Armee-Motor* d'avril 1969, et l'article d'un pédagogue et historien zurichois, le colonel EMG Pierre Wenger, publié par l'*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* d'octobre 1972. Dans le premier cas, environ 4000 jeunes gens et jeunes filles, étudiants et apprentis, dans le deuxième cas, environ 600 élèves des classes supérieures de quatre

gymnases et de deux écoles normales du canton de Zurich furent invités à répondre à divers questionnaires. Ceux-ci furent soumis ensuite à une minutieuse analyse statistique et fournirent, notamment au colonel Wenger, matière à une brillante exégèse. A la question posée par Wenger: « Croyez-vous que l'indépendance des Etats de l'Europe centrale et occidentale sera menacée au cours des 10 à 20 prochaines années? », 41,6 % des gymnasiens répondirent oui et 32,5 % non. A la question: « Doit-on poursuivre notre politique de la neutralité armée, c'est-à-dire maintenir le principe de notre défense nationale? »: 54 % oui, 27,4 % non. « Estimez-vous que les institutions politiques de la Suisse méritent d'être défendues? »: 57 % oui, 12,3 % non. « La Suisse doit-elle accroître son effort militaire, le maintenir à son niveau actuel ou le diminuer? »: 8 %, 39,4 % et 36,2 % oui, respectivement. « Entrerez-vous sans déplaisir au service militaire? »: 15 % oui, 62,2 % non.

Nous ne poursuivrons pas cette évocation chiffrée ni ne répéterons, bien entendu, l'analyse détaillée qui en a été faite dans ces deux remarquables études: nous ne pouvons qu'en recommander la lecture. Avec notre collègue, le colonel EMG Rätz, recteur de l'« Humanistisches Gymnasium » de Berne, qui a procédé de son côté à une semblable enquête par questionnaire dans son établissement, nous pourrions admettre provisoirement que:

1. Une forte minorité conteste la nécessité de la défense nationale; son nombre paraît s'accroître.
2. On observe de grandes différences entre les régions géographiques, linguistiques et confessionnelles, la ville et la campagne, et même entre les classes d'une même école.
3. Les jeunes filles paraissent plus fidèles, en général, aux conceptions traditionnelles, mais doutent de l'efficacité de notre appareil défensif.
4. Les opposants se recrutent dans tous les milieux sociaux et politiques. Les fils d'officiers ne constituent plus une exception.
5. Le scepticisme au sujet de la qualité du commandement de l'armée, de son armement et de son efficacité se manifeste non seulement chez les adversaires idéologiques ou sentimentaux qui n'ont pas encore accompli leur école de recrues, mais aussi chez de jeunes citoyens-soldats instruits et même chez quelques élèves de certaines écoles de cadres.

Les trois attitudes, positive, nuancée et négative à l'égard de la neutralité armée nous paraissent assez bien définies par quelques brèves

réponses écrites, remises sans nom d'auteur à notre autre collègue, M. le docteur Hans Gutzwiler, recteur de l'illustre « Humanistisches Gymnasium » de Bâle. En janvier passé, celui-ci interrogea inopinément une classe de 15 jeunes gens, dont le milieu social des parents était le suivant: 3 docteurs en chimie, 1 directeur d'entreprise, 2 pharmaciens (docteurs), 1 maître secondaire, 1 fondé de pouvoir (docteur), 1 ingénieur électricien diplômé, 1 docteur en droit et avocat, 2 commerçants, 1 fonctionnaire postal, 1 mécanicien-monteur et 1 magasinier.

Des réponses très variées qu'il obtint, non dénuées parfois d'un excellent humour bâlois, citons les extraits caractéristiques suivants:

a) *Attitude négative:*

Da ich Gewalt als Mittel zur Lösung von Konflikten ablehne, lehne ich auch jede Armee ab. Ich halte die Schweiz für verteidigungswürdig. Im Falle eines konventionellen Krieges (an den ich in absehbarer Zeit nicht glaube) wären die Opfer unter der Zivilbevölkerung riesig, das Land wäre bald total zerstört (siehe Vietnam). Man muss also eine andere Art der Verteidigung finden, die ohne Gewalt auskommt. Was ich an der Schweizer Armee (wie an jeder andern) auszusetzen habe, ist ihre politische Funktion. Der Soldat wird zum Untertanen erzogen, der jeden Befehl ausführt, der nicht denken darf, und für das, was er tut, nicht verantwortlich ist. Die totale Abhängigkeit von der Obrigkeit, zu der man in der Armee erzogen wird, ist von gewissen Leuten, die an den Machthebeln in Wirtschaft und Staat sitzen, sehr erwünscht und wird zur Erhaltung ihrer Privilegien benützt.

Mit der Abschaffung der Schweizer Armee könnte unser Land einen kleinen Beitrag zur Erhaltung des Friedens leisten.

b) *Attitude nuancée:*

Ich bin nicht überzeugt davon, dass die Schweizer Armee noch sinnvoll ist. Ich halte es für möglich, dass die Schweiz durch den Abbau der Armee einen Friedensbeitrag leisten könnte. Andererseits weiss ich auch, dass eine entwaffnete Neutralität die Gefahr einer Spannungszone in sich trägt. Absolut nicht identifizieren kann ich mich mit der Rechtfertigung der Armee, wie sie im Soldatenbuch dargelegt wird. (Nämlich dass die Schweiz als ein « freiheitliches » Land gegen *jeden* äusseren Angreifer bestehen müsse.) Meine Bejahung unseres Gesellschafts-systems ist zu schwach, als dass ich in jedem Fall ein Blutvergiessen in Kauf nehmen würde. Auch unserm Staatswesen billige ich jedoch zu, dass es jedem Bürger wertvolle Rechte und lebenswichtige Grundlagen bietet. Ich ziehe es also beispielsweise irgendeinem diktatorischen System eindeutig vor. Ich zweifle allerdings ernstlich, dass unsere Armee

fähig sein kann, einen solchen Gegner abzuwehren. Immerhin würde unser Land eher besetzt werden, falls dies überhaupt je eintrifft, wenn es nicht fähig ist, sich zu wehren. Meine Überzeugung, dass die Abschaffung unserer Armee einen positiven Beitrag zum Frieden gewährte, ist zu klein, als dass ich den Dienst verweigere.

c) *Attitude positive:*

Die Armee erfüllt in der Schweiz den Zweck einer Sicherung. Allerdings wäre zu sagen, dass man in erster Linie nicht die direkten Landesnachbarn als Feinde anzuschauen hat, sondern vielmehr die östlichen Länder. Die Armee erfüllt den Zweck, den eventuellen Feinden die Beute ungeniessbar zu machen. An eine totale Sicherung wird man dabei kaum denken können. Vielmehr sollte es sich der Feind erst zweimal überlegen, bevor er einen Angriff startet. Man kann mit einem Idealismus keinen Feind abwehren, wie das die Erfahrung zeigt. Eine Grundregel sagt, dass der Stärkere siegt, und wer nicht schiesst, wird eben erschossen.

Dans son appréciation des résultats de ce coup de sonde, M. le recteur Gutzwiler s'exprime ainsi :

« Am schwierigsten ist es, in die Köpfe der grossen Mehrheit, die den Dienst schlecht und recht leistet, hineinzuschauen. Die Unterlagen zu begründeten Aussagen über diese Jungen fehlen mir. Ich stelle aber immer wieder mit Überraschung fest, dass Jünglinge, die sich in der Schule noch sehr erhaben über alles Militärische geben, später, wenn sie während der Rekrutenschule für die Weiterbildung in Frage kommen, sich gern an mich wenden, um eine Empfehlung zu erhalten. Offenbar gilt bei unseren Jungen gern der Slogan: Krieg muss verhindert werden. Die Armee ist ein Kriegsinstrument. Also muss die Armee beseitigt werden.

Im Zusammenhang mit einer Aufführung in der Basler « Komödie » mit dem Thema « Der Prozess Nicole in Genf » hat man auch gehört: Die Armee schiesst auf Arbeiter. Sie ist ein Machtinstrument des Establishment. Sie muss darum beseitigt werden. Auch ist der unbedingte Gehorsam etwas, was feinfühliges Gemüter ängstigt. Man befürchtet Vergewaltigung des Gewissens.

Im ganzen aber beurteile ich die Einstellung der Mehrheit unserer jungen Leute zur Armee nicht als schlecht. Dass man mit einer starken Dosis Skepsis in die Rekrutenschule einrückt, ist mehr als verständlich. Auch wir hatten es nicht anders. Und dass unsere jungen Idealisten den Krieg bekämpfen, kann uns nur freuen. »

Les difficultés de cette sorte de consultation formelle n'ont donc pas échappé à notre excellent collègue. Le colonel Wenger les a clairement évoquées lui-même au début de sa récente étude, à laquelle nous nous



sommes déjà référé: difficulté de traduire par un questionnaire simple une consultation au sujet de problèmes très complexes, réponses fournies sous la forme d'options à l'état brut, sans justifications, caractère probablement momentané et provisoire de ces opinions, impossibilité de les pondérer en fonction des personnalités très différentes et inégales de leurs auteurs. Il nous semble aussi qu'un certain mimétisme doit fausser les réactions des individus ouvertement consultés à cause de l'influence du ou des groupes plus ou moins fortuits dont ils font partie. C'est ainsi que M. l'abbé Schwery, nouveau recteur du Collège cantonal de Sion, capitaine aumônier à la Div mont 10, remarque de son côté, à l'occasion d'une enquête similaire à celle de Bâle, qu'il a bien voulu organiser sur notre suggestion dans son établissement:

« Les réponses se ressemblent beaucoup plus par classes scolaires que par classe d'âge. » Aux deux questions: « Que pensez-vous de la défense nationale? Que pensez-vous du service militaire obligatoire? » posées par lui en février dernier à 69 jeunes gens de 17 à 22 ans, 45 ont répondu de façon positive que la défense nationale est nécessaire ou n'est pas injustifiée, et 23 qu'elle est inutile face aux forces des autres armées modernes ou parce que la guerre moderne est un conflit idéologique à préparer sur ce seul terrain. Un seul étudiant, âgé de 18 ans, a réagi en faisant de l'ironie avec un vocabulaire d'argot et une orthographe fantaisiste, en passant totalement à côté des questions posées; six s'en sont pris en passant aux cadres de l'armée en termes plus ou moins désobligeants: « nouilles », « généraux folkloriques », « bêtes », tout en répondant aux questions posées .»

Donc, en somme, attitude généralement positive, qui ne nous étonne pas dans la jeunesse estudiantine d'un canton encore peu atteint par les conséquences de l'urbanisation. Les officiers de recrutement font la même constatation au cours de leurs pérégrinations dans ce canton, tout en observant que l'évolution de l'après-guerre y a provoqué la disparition quasi totale des vrais paysans vivant de la terre à 100%. Bien que ces changements ne paraissent pas altérer la conception traditionnelle du service armé dans le canton du Valais, ils ajoutent que l'influence de quelques maîtres secondaires pacifistes, ecclésiastiques ou laïques, commence à s'y faire sentir.

Si, dans le canton de Fribourg, la situation est à peu près la même, elle prend une tout autre figure dans le milieu très urbanisé de la métro-

pole genevoise. Voici comment s'exprime au sujet de l'attitude de la jeunesse estudiantine de ce canton à l'égard de l'armée un doyen du Collège Calvin, M. Marc Chouet, professeur d'histoire, dans une déclaration qui a reçu l'agrément formel de tous les directeurs de collèges genevois.

« S'il faut généraliser, on peut dire que cette attitude est celle de la désaffection. Les causes en sont peut-être moins les attaques des partis de gauche et des groupes gauchistes — ces derniers très actifs dans les écoles — ainsi que de nombreux intellectuels, journalistes et gens de théâtre, que l'absence de danger immédiat pour notre pays et l'indifférence civique d'une grande partie de la population.

» Les aspirations humanitaires de l'adolescence et sa promptitude à simplifier les problèmes accentuent parfois cette tendance jusqu'à un antimilitarisme de principe.

» Cependant, on constate que les jeunes sont souvent plus disposés que les adultes à examiner objectivement les raisons d'être d'une défense nationale. Des discussions organisées dans les écoles ont permis à des partisans de l'armée de s'exprimer et de se faire comprendre. D'autre part, beaucoup de jeunes gens qui paraissent indifférents à l'aspect militaire de la vie nationale prennent, le moment venu, des grades dans l'armée.

» Au reste, il semble bien que l'attitude de la jeunesse dépend étroitement des courants d'opinion qui traversent celle de toutes les démocraties occidentales, et qu'elle évoluera avec eux sur ce point comme sur tant d'autres. »

A la différence de leurs homologues de Bâle, de Berne, de Zurich et de Sion, les recteurs de gymnases de Genève, auxquels nous ajouterons ceux du canton de Neuchâtel, n'ont donc pas jugé bon de recourir à la technique du sondage d'opinion et de l'enquête statistique. Sans doute en connaissent-ils les imperfections. Mais nous les soupçonnons d'avoir cédé aux mêmes hésitations que le soussigné devant les risques de distorsion que font souvent courir à cette sorte d'entreprise l'individualisme ombrageux, parfois outrancier, et la susceptibilité des jeunes Romands.

C'est bien pourquoi, dans notre propre établissement, qui réunit pour deux années d'études secondaires terminales conduisant à la maturité, plus de 600 jeunes gens et 300 jeunes filles, nous avons préféré recourir à une méthode d'approche indirecte: c'est-à-dire quelques synthèses établies à notre demande par plusieurs professeurs d'histoire



ou de philosophie, fondées sur une observation discrète, pratiquée au jour le jour, à l'insu de leurs étudiants. Ces collaborateurs se sont montrés plus soucieux de mettre en évidence des faits significatifs et extrapolables que d'établir des moyennes et des pour-cent d'une discutable sûreté scientifique.

Voici le bref rapport que nous a remis, en février dernier, l'un d'entre eux, jeune homme fort capable, qui est en train d'achever sa thèse de doctorat.

« D'une manière générale, les gymnasiens sont beaucoup *moins hostiles à la défense nationale* que certaines déclarations fracassantes ne le laissent supposer dans le public, déclarations qui, soit émanent d'une petite minorité, soit correspondent à l'esprit frondeur des adolescents.

Les *garçons* sont nettement plus intéressés — et plus critiques — que les jeunes filles, en général conformistes.

» La *sensibilisation* est grande et se fait de trois manières:

1. remise en question des points fondamentaux: violence, neutralité, etc;
2. critique de la forme que revêt l'armée;
3. inquiétudes personnelles devant une échéance proche.

Les points sont liés, et ce sont les jeunes qui ne se sentent pas concernés par le point 3 (filles ou garçons « sûrs d'avoir la bonne maladie qui les réformera ») qui s'intéressent le moins aux deux premiers.

» L'*information* est par contre assez faible.

» Les *critiques* les plus fréquentes portent sur les points suivants:

» *Statut des objecteurs de conscience*. On trouve « scandaleux » que les objecteurs aillent en prison (critique générale). On demande que « l'objection politique » soit admise, mais l'on diverge sur le sens à donner à cette expression: on se rallie en général à la définition que donnent les auteurs de l'initiative de Münchenstein à l'objection « honorable »: opposition à la violence. Plusieurs sont nettement préoccupés par une éventuelle objection de leur part.

» *Obligation de servir*. Quelques élèves (mais assez peu) trouvent « inadmissible » que la société s'arroge le droit de les mobiliser pour un service, quel qu'il soit; ils pensent en général à leur cas personnel (« je n'ai pas à donner quatre mois de ma vie... »). Le service militaire est considéré à priori par la quasi-totalité comme une contrainte, et non comme le droit de porter les armes. Cette opinion se nuance quand je montre que l'armée de milice dispense le pays d'avoir une « caste militaire ».

*Utilité politique de l'armée.* Quelques « gauchistes » affirment que l'armée sert, non le pays, mais le système capitaliste (rare). Plus nombreux sont ceux qui affirment que la neutralité suisse n'est qu'apparente, et que le pays est en réalité solidaire, voire inféodé au système politico-économique occidental (surtout à l'égard du Tiers monde).

» *Opportunité de l'armée dans les circonstances actuelles.* « L'armée était nécessaire en 1939, mais aujourd'hui personne ne nous menace. » « De toute façon, si une guerre éclatait en Europe, elle serait mondiale, donc atomique, donc apocalyptique, et nous ne pourrions rien faire. » (Critique fréquente.)

D'un élève: « L'armée proche du peuple entretient le sentiment militariste et crée donc un danger. »

» *Rôle et conception de l'armée.* Sentiment général: « Elle coûte trop cher. » (On est impressionné par les chiffres absolus et l'on est mal informé sur le coût par rapport au revenu national et aux dépenses des autres pays.) On connaît mal les problèmes spécifiquement militaires, et j'ai entendu des opinions contradictoires: « L'armée est folklorique, elle se croit en 1914 », ou inversement: « L'armée est supermécanisée, il faudrait la remplacer par une milice populaire de guerrilleros. »

L'idée du « réduit » de 1939 choque de nombreux gymnasiens, pour lesquels la mission de l'armée est avant tout de protéger la population civile.

» *Organisation de l'armée.* J'ai entendu peu de critiques sur les détails courtelinesques de la vie militaire, tels que l'orientation sinistre de la brosse à dents ou l'adjudant Flick. Pour des raisons personnelles évidentes, beaucoup de garçons critiquent l'obligation d'aspirer. Un autre s'élève contre les avantages professionnels que retirent les officiers.

## CONCLUSIONS

» Lorsqu'ils prennent la peine de réfléchir et d'exprimer leurs véritables sentiments, les gymnasiens voient que la défense nationale pose des problèmes nombreux et sérieux, et ils y répondent selon leur sensibilité. En cet âge, qui est volontiers celui de l'anarchie et de la révolte, ils se cabrent contre le « respect obligatoire » des institutions. L'armée, de par les problèmes moraux que pose la guerre, de par son caractère « gratuit » en temps de paix et de par la contrainte proche qu'elle représente pour les garçons de 18 ans, est une cible particulièrement aisée. Il serait peu réaliste que les autorités, tant civiles que militaires, ne tiennent pas compte de cette situation. Je ne pense pas qu'il y ait, parmi la grande majorité de mes élèves qui se sont exprimés, d'opposition plus fondamentale. »

Un autre de ses collègues, jeune homme lui aussi, insiste tout autant sur la carence d'information des Gymnasiens en matière de défense nationale, dont il souligne le lien étroit avec leur ignorance de l'ensemble de nos institutions.

« Ce qui me frappe chez ces jeunes gens, c'est la carence de leur information sur les structures politiques et le fonctionnement des institutions suisses: confusion fréquente sur les termes, entre Conseil des Etats et Conseil d'Etat, par exemple, méconnaissance du droit d'initiative et des rouages de cette procédure, du mécanisme du référendum, ce qui rend impossible une compréhension de la démocratie directe, si particulière à la vie politique helvétique, grande imprécision quant à la signification de la souveraineté cantonale et de l'autonomie communale, sans parler de l'organisation du pouvoir judiciaire qui semble un domaine tout à fait inexploré. Si tous les élèves ne commettent pas des erreurs aussi grossières que celui qui croyait que le Conseil fédéral est élu au suffrage universel, ou que tel autre, persuadé que l'allemand est la langue imposée à toutes les écoles du Jura bernois, ce sont des questions de fond, une réflexion sur le réel, qui manquent au bagage de nos élèves.

» On peut d'ailleurs se demander comment il se peut qu'ils aient échappé à l'information si largement diffusée par l'école, la télévision, la radio, la presse. Cette information serait-elle trop abondante, disparate, allusive, difficile à circonscrire, à classer, pour des esprits en formation, qui, rebutés, se contentent de connaissances superficielles, incohérentes ou déformées?

» Il faut cependant signaler que nos élèves sont souvent conscients de cet état de choses et qu'ils accueillent favorablement l'occasion d'une approche systématique de la Suisse contemporaine.

» Cette approche directe doit se faire sans attendre une motivation préalable, souvent illusoire. A la demande que je faisais, s'ils lisent la presse politique, ils répondent par la négative, de la télévision ils se détournent, ils s'en méfient comme d'un conditionnement qu'ils subissent en définitive, faute d'une analyse ou faute d'un encadrement; ils se réfugient alors dans des attitudes simplistes, « La politique, c'est sale », répète une élève. Ceci est moins la voix de la révolte que celle de l'abstentionnisme, vers lequel les guident si naturellement tant d'autres aspects de la vie moderne.

» La question de l'armée et de l'attitude des gymnasiens à son égard est liée à ce qui précède. Le contenu du patrimoine à défendre est méconnu, la liaison entre l'armée de milice et la structure politique du pays est mal perçue, la tradition qui l'inspire, comme le contexte politique international d'aujourd'hui, sont peu compris d'une jeunesse qui se tient en majorité à l'écart de l'actualité politique, qui souvent se contente de

satisfaire un élan vital, de grandes possibilités ludiques auxquelles la consommation actuelle offre un champ si étendu. Il y a de plus, dans l'attitude des jeunes à l'égard de l'armée, la crainte d'une échéance plus ou moins proche, qu'ils entrevoient comme une contrainte, ce à quoi ni la vie domestique ni la vie scolaire ne les a préparés.

» En définitive, il ne me semble pas, à part quelques exceptions, qu'il y ait de l'armée elle-même, ou de la défense nationale, une mise en cause de nature révolutionnaire de la part des gymnasiens, mais il existe, pour ceux qui se désintéressent des valeurs traditionnelles, une plus grande commodité à afficher leur désinvolture. Ceci est lié, mais c'est banal de l'affirmer, aux mutations de notre civilisation, auxquelles l'armée ne peut prétendre se soustraire. »

Nous avons gardé pour la fin le propos ferme et concis d'un troisième maître d'histoire, un peu plus âgé, capitaine d'artillerie et futur commandant de groupe, dont l'enseignement s'est enrichi de toute l'expérience acquise pendant plusieurs années comme collaborateur scientifique du Professeur Gruner, titulaire de la chaire de politologie à l'Université de Berne.

« Le problème de la défense nationale militaire envisagée sous l'angle de la justification historique et juridique, sous celui du bien-fondé politique ou sous celui du coût, ainsi que le problème de l'obligation générale de servir ou de l'objection, ont été choisis et traités dans presque toutes les classes. Ils ont chaque fois donné lieu à des discussions très ouvertes.

» Cette curiosité montre un certain intérêt pour la défense nationale, considérée comme un mystère dont on aimerait bien percer les secrets. J'ai constaté que, si la démarche choisie et les plans de recherche établis dénotaient parfois un esprit négatif, la confrontation avec les documents fondamentaux, ainsi que l'analyse de ceux-ci, contribue puissamment à rétablir la critique sur une base objective et sérieuse. Les élèves me paraissent souvent conscients de la faiblesse et de la partialité de l'information diffusée par la presse ou par les organisations antimilitaristes; en fait, ils ne demandent qu'à connaître les arguments positifs et ils examinent ceux-ci avec beaucoup d'honnêteté et de bonne volonté.

» L'armée apparaît aux adolescents comme la « grande inconnue », avec laquelle il faudra bientôt se mesurer. L'engagement total qu'elle implique à leurs yeux peu familiarisés avec l'idée de « milice » entraîne tout naturellement une appréhension certaine. Mais j'ai constaté dans les classes de garçons (section mathématiques-sciences), des attitudes tout à fait réalistes en face de l'échéance, une ouverture tout à fait positive. Dans les classes mixtes, la réserve est de rigueur chez les garçons, la plupart du temps, alors que les filles prennent parti plus facilement, de façon peut-être plus superficielle, il est vrai.

» Les futurs bacheliers sont très réservés face au problème de l'avancement. Ils savent que la question leur sera posée. Tout cela appartient en grande partie aux questions qu'ils se posent sur l'organisation de leurs études à venir ainsi que de la suite de leur carrière.

» Tout compte fait, après élimination de quelques-rares-élèves pour lesquels l'armée n'est qu'un moyen d'oppression au service d'un pouvoir qu'il s'agit d'abattre, l'impression générale n'a rien de très alarmant. »

A la différence des observations de MM. Baumann et Wenger, ces trois témoignages de maîtres de valeur se présentent donc sous une coloration relativement optimiste. Il sera intéressant de les compléter par celui d'un maître de philosophie de grand talent, qui enseigne lui aussi dans notre établissement depuis plusieurs années : personnalité vigoureuse, d'orientation spiritualiste, protestant formé à l'école de Strasbourg. De l'ample rapport très substantiel, qu'il nous a adressé, nous n'extrairons que le passage suivant, dans lequel l'auteur dénonce l'affaiblissement de la notion morale de justice, qui mine à son tour l'esprit d'abnégation, le respect de la discipline et l'acceptation du châtiment, fondements de la famille, de l'Etat, de l'église et de l'armée.

« De manière générale, j'observe que nos élèves sont très marqués par la pensée relativiste et utilitariste de notre société sur les questions de morale. Deux préjugés me paraissent très répandus : celui de la relativité historique et géographique des mœurs, d'une part, celui selon lequel il est normal que chacun vive à sa guise, trouvant son plaisir ou son intérêt où bon lui semble. L'idée d'une exigence de justice applicable à tous et en tous temps apparaît, dans cette optique, inacceptable et incongrue ; il faut souvent argumenter longuement, notamment quand je présente la morale de Kant, pour la faire admettre à quelques-uns — encore est-il douteux qu'ils l'admettent durablement.

» Dans le même ordre d'idées, la thèse cartésienne et rationaliste de l'universalité de la raison est totalement inconnue comme fondement théorique de la démocratie et du respect dû aux personnes. Certaines idées, de provenance vaguement biologique, comme l'inégalité naturelle entre les hommes, ou l'inévitable « lutte pour la vie et survivance du plus apte », font apparaître à nos élèves l'idée même de justice comme une abstraction grotesque — au moins en est-il ainsi quand ils entrent à mon cours, je n'ose évaluer ce qu'il en est quand ils en sortent !

» Corrélativement à l'affaîssement du sens de la justice, j'observe l'affaîssement du sens de la culpabilité. Ces deux points sont évidemment solidaires, et il est très probable que l'homme moderne renonce à faire usage du jugement moral ou du jugement de justice pour ne pas avoir à se reconnaître coupable. Par ailleurs, le refus du sens de la culpabilité



est largement encouragé par la vulgarisation de la psychanalyse, par de nombreuses idées biologiques, par la mentalité commerciale et industrielle ... et par la capitulation des Eglises sur ce point de doctrine.

» L'affaïssement corrélatif du sens de la justice et du sens de la culpabilité entraîne l'incapacité à concevoir que l'exercice du châtiment ou de la punition puisse être juste. La punition est perçue comme une répression d'une liberté naturelle, manifestation d'un esprit de vengeance, de la défense d'intérêts personnels ou collectifs, de près ou de loin, dans l'optique biologique de la loi du plus fort ou de la volonté de puissance des « vieux mâles de la tribu ». L'évolution des coutumes éducatives va dans ce sens, la chose est connue; les parents renoncent à punir ou même à interdire, parce qu'ils auraient mauvaise conscience à le faire. Ils en sont venus à penser qu'il est toujours injuste d'infliger une souffrance, et ils ne voient pas qu'en renonçant à exercer une autorité juste ils condamnent leurs enfants à souffrir d'une manière beaucoup plus inquiétante, parce qu'occasionnée par l'incertitude relative à ce qui doit être fait et à ce qui ne doit pas être fait, délaissés dans une fausse liberté dont ils n'ont ni les moyens ni la volonté de faire un usage sensé. (Les présentes considérations vont dans le sens de la pensée de Baruk.)

» Dans ce cadre général, on observe régulièrement une méfiance de principe à l'égard des appareils judiciaires et policiers, dont l'activité n'est plus perçue comme l'exercice difficile de la justice humaine, mais, dans le meilleur des cas, comme une invention efficace au service de l'intérêt des plus forts. Il est bien clair qu'à plus forte raison l'armée ne peut plus être perçue comme la préparation à la juste défense d'une cause légitime. Dans ces conditions, certains avocats maladroits de la défense nationale tentent de justifier le principe de l'armée sur la base des réactions biologiques naturelles d'agressivité, du genre: « Que ferais-tu si on venait te prendre des biens, violenter ta femme ou ta mère? » Je juge ces propos lamentablement maladroits, parce que la question posée est celle de la légitimité de principe d'une défense à distance et préparée à long terme, et que cette question n'a aucune mesure commune avec l'image factice de l'animal sauvage qui sort ses crocs quand un autre animal sauvage empiète sur son terrain de chasse. Cette image ne peut que renforcer le malaise et la mauvaise conscience de l'individu que nous supposons de bonne foi mais désorienté (comme sont nombre de nos élèves), quand il se trouve confronté à la question de savoir s'il peut, en conscience, demeurer lui-même et porter l'uniforme.

» Je me résume sur ce premier point: le discrédit évident dont souffre l'armée dans le jugement de nos élèves (je répète, pour autant que je puisse évaluer justement leur opinion) provient fondamentalement de l'affaïssement du sens de la justice, largement encouragé et occasionné par la quasi-totalité des idées et des phénomènes qui caractérisent notre civilisation. Pardonnez-moi si je suis catégorique: le discrédit et le mal-



aise de l'armée ne viennent nullement d'une hypothétique efficacité de la propagande d'extrême-gauche, laquelle, dans le meilleur des cas (de son point de vue), utilise un malaise d'origine interne à notre civilisation. Tel de mes séjours à Armée et Foyer m'a encouragé à une méfiance résolue à l'égard de toute velléité de chasse aux sorcières: j'y vois une nouvelle manifestation de carence du sens de la justice, un évitement maladif du sens de la culpabilité propre, que l'on ne veut pas reconnaître parce que l'on ne se préoccupe plus d'être juste, et dont on se décharge, selon un procédé tristement célèbre, par la désignation d'un bouc émissaire à la hargne publique, « ce pelé, ce galeux, d'où venait tout le mal. »

» II. *La disparition de certains motifs traditionnels.* Je serai plus court sur ce point, d'ailleurs largement connu.

» a) L'idée de patrie solidaire d'une grandeur territoriale tend à disparaître, compte tenu de l'évolution des possibilités de déplacement et des mouvements populaires.

» b) L'idée d'Europe tend à relayer l'idée de Suisse comme lieu d'appartenance.

» c) L'idée d'autonomie régionale est durement touchée par l'emprise des capitaux étrangers sur les industries locales; j'entends cet argument de plus en plus fréquemment; dans le même ordre d'idées, la vente de notre sol à des étrangers, le placement de capitaux étrangers dans nos banques ou dans des ensembles immobiliers, qui mettent en question l'aménagement de notre territoire, sont autant d'éléments peu susceptibles d'encourager la « volonté de défense ».

» d) La conscience d'avoir un héritage historique à défendre s'affaiblit dans la mesure où les manifestations visibles de notre société ne diffèrent guère de celles de la société industrielle mondiale. »

Ces réflexions rejoignent celles que le Dr Baumann et le colonel Wenger, déjà cités, ont proposées en conclusion de leurs analyses. Nous les avons retrouvées dans la bouche d'un commandant de division et d'officiers instructeurs, commandants d'écoles, d'officiers ou d'écoles de recrues, rencontrés récemment. Tel de ces messieurs croit pouvoir constater, en ce lendemain du dernier conflit mondial, la renaissance du romantisme qui a pris une première fois son essor après les guerres napoléoniennes: ce courant apparaît, selon lui, sous la forme d'un néo-rousseauisme annonciateur de l'âge d'or qui resplendira sur les débris de la société industrielle. Dénonçant notre complexe d'infériorité de petit pays, qui paralyse nos concitoyens dans maints domaines, il stigmatise tout autant la répugnance de trop de conscrits pour les efforts physiques prolongés, consécutive à la motorisation et, sur un tout autre plan, le

dénigrement systématique de toutes nos institutions politiques et sociales, devenu une véritable manie à cause de l'intoxication par les mass media.

Tel autre évoque l'affaiblissement du prestige du père dans une société passée de la stabilité respectueuse des anciens à une situation de rapides changements, qui insinue dans les esprits la confusion entre évolution et progrès; il reproche par ailleurs à certains milieux d'Eglise, l'abandon de sa mission millénaire d'édification et son détournement du transcendant et quasiment du divin au profit d'une agitation purement mondaine, incompétente et brouillonne; il les blâme de se fourvoyer dans la quête d'un paradis sur terre, notamment en proposant le désarmement immédiat et unilatéral des Etats, commencé par les petits.

Tel autre encore fait observer que la désaffection ou l'hostilité à l'égard de la neutralité armée sont davantage le fait des étudiants que des fils d'agriculteurs et des apprentis plus réalistes, bien engagés dans leur formation professionnelle et tout proches du moment où ils pourront œuvrer activement dans le métier de leur choix.

Tous, enfin, insistent sur la nécessité d'un redressement réfléchi, énergique et rapide. Ils considèrent cependant, avec le soussigné, que le succès ne sera assuré que si:

- en vue d'un meilleur encadrement des jeunes, un net retour vers une vie de famille plus stimulante est opéré, ainsi qu'une grande majorité d'entre ceux-ci en expriment le désir selon un intéressant sondage tout récent (cf. *La Suisse. Portrait de la Jeunesse*);

- une image de notre pays plus originale et plus encourageante leur est restituée par un effort commun et soutenu des collectivités publiques afin de résoudre les problèmes de civilisation qui leur paraissent les plus importants;

- un effort tout aussi résolu vise à mieux renseigner, et de façon plus compétente, la jeunesse des écoles sur les véritables caractéristiques de notre défense nationale, l'originalité de notre système milicien et la situation stratégique réelle de la Suisse en Europe, face à la mondialisation qui est en marche dans tous les domaines.

Tous ces objectifs exigent un engagement de moyens les plus divers; ils imposent des tâches de réflexion, de formation et d'information qui sont à notre portée.

Colonel EMG Georges RAPP